

## PRAYERS

Mr. Lalonde, a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table,—Notice of a Ways and Means Motion to amend the Petroleum Administration Act. (English and French).—Sessional Paper No. 321-1/310L.

A petition was presented by the honourable Member for Simcoe South (Mr. Stewart).

The following Bill from the Senate was read the first time and ordered for a second reading at the next sitting of the House:

Bill S-17, An Act to implement conventions between Canada and New Zealand and Canada and Australia for the avoidance of double taxation with respect to income tax.—*Mr. Bussières*.

Pursuant to Standing Order 39(4), the following Question was made an Order of the House for a Return:

No. 1,447—*Mr. Hovdebo*

1. How many government employees, including Crown corporations and all other agencies, are located in federal establishments in the greater Prince Albert area?

2. (a) How many government agencies and Crown corporations are included (b) what are their names and the number of staff in each agency?

3. (a) How many separate federal establishments house such agencies (b) at what addresses are the establishments located (c) how many of the establishments are owned outright by the government and where are they located (d) how many are leased, rented or otherwise occupied on a non-ownership basis and where are they located?

4. (a) What was the total rent, lease or other non-ownership payment made in the area by the government in the past fiscal year (b) who were the recipients of the payments (c) what amount is projected or estimated for the current fiscal year?

5. What are the grants in lieu of taxes that are paid by the government on the buildings and land?—Sessional Paper No. 321-2/1447.

Mr. Collenette, Parliamentary Secretary to the President of the Privy Council, presented,—Return to the foregoing Order.

The House resumed debate on the motion of Mr. Chrétien, seconded by Mr. Roberts, for an Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada.

And on the motion of Mr. Epp, seconded by Mr. Baker (Nepean—Carleton), in amendment thereto,—That the motion be amended in Schedule B of the proposed resolution

## PRIÈRE

M. Lalonde, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau de la Chambre,—Avis de motion des voies et moyens visant à modifier la Loi sur l'administration du pétrole. (Textes français et anglais).—Document parlementaire n° 321-1/310L.

L'honorable député de Simcoe-Sud (M. Stewart) présente une pétition.

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu une première fois et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre:

Bill S-17, Loi de mise en oeuvre des conventions conclues entre le Canada et la Nouvelle-Zélande et le Canada et l'Australie, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu.—*M. Bussières*.

En conformité des dispositions du paragraphe (4) de l'article 39 du Règlement, la question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, savoir:

N° 1447—*M. Hovdebo*

1. Combien d'employés du gouvernement, y compris ceux des sociétés de la Couronne et des autres organismes gouvernementaux, se trouvent dans des immeubles fédéraux dans la région métropolitaine de Prince-Albert?

2. a) De combien d'organismes gouvernementaux et sociétés de la Couronne s'agit-il, b) quels sont leurs nom et combien d'employés compte chaque organisme?

3. a) Combien d'immeubles fédéraux logent ces organismes, b) à quelle adresse sont-ils situés, c) combien d'entre eux appartiennent entièrement au gouvernement et où sont-ils situés, d) combien sont loués ou autrement occupés sans titre de propriété et où sont-ils situés?

4. a) Quel a été le total des paiements de location ou autres paiements effectués par le gouvernement pour des immeubles ne lui appartenant pas, au cours de la dernière année financière, b) à qui ont-ils été versés, c) quelle somme a été prévue pour l'année financière en cours?

5. Quelles subventions sont versées en lieu de taxes par le gouvernement pour les immeubles et les terrains occupés?—Document parlementaire n° 321-2/1447.

M. Collenette, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse à l'ordre susdit.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Chrétien, appuyé par M. Roberts, concernant une Adresse à Sa Majesté la Reine relativement à la Constitution du Canada.

Et sur l'amendement de M. Epp, appuyé par M. Baker (Nepean—Carleton),—Qu'on modifie la motion à l'annexe B de la résolution proposée en supprimant l'article 46 et en